

DIALOGUE AVEC LA POPULATION : LE ROLE DES EXPERTS

Jean-François LECOMTE

Institut de Radioprotection et Sûreté Nucléaire (IRSN)

BP17 – 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

jean-francois.lecomte@irsn.fr

L'expérience de l'accident nucléaire de Fukushima, comme de celui de Tchernobyl, a montré qu'un tel événement a un impact très fort sur les populations concernées. L'irruption de la radioactivité dans la vie quotidienne représente une rupture qui crée une situation sans précédent et qui bouleverse profondément la relation de l'homme à lui-même, aux autres et à son environnement. Vivre dans un environnement contaminé est une situation complexe qui affecte toutes les dimensions de la vie quotidienne et qui génère beaucoup de questions et de préoccupations au sein de la population.

Outre des effets sanitaires radio-induits (risque accru de cancer), qui restent relativement modérés même s'ils peuvent concerner un grand nombre de personnes, un accident nucléaire engendre aussi des perturbations économiques (contraintes techniques et financières, modification des productions et des marchés, altération de l'image des productions, dégradation des conditions de travail, pertes matérielles plus ou moins compensées...), sociétales (altérations de la qualité de la vie personnelle, familiale et communautaire, perte des repères, conflits interfamiliaux ou intergénérationnels...) et psychologiques (dépression et autres troubles mentaux dus au stress en lien avec la situation). Ces perturbations engendrent elles-mêmes des effets sanitaires : diabètes, maladies cardiovasculaires, obésité, aggravation de troubles préexistants, etc.

Le ressenti négatif de la situation par la population se traduit par une perte de confiance dans les autorités et les experts, une forte inquiétude vis-à-vis de la santé, en particulier celle des enfants, un sentiment général de discrimination, d'exclusion, d'impuissance et d'abandon. La perte du contrôle de leur vie quotidienne par les personnes affectées conduit aussi à de l'appréhension pour l'avenir. Dans ce contexte, après la phase d'urgence et les déplacements de personnes auxquels elle a donné lieu, celles-ci sont confrontées à un difficile dilemme : rester ou partir, pour ceux qui sont encore dans les territoires contaminés, ou bien revenir ou non pour ceux qui les ont déjà quittés.

Dès lors, les enjeux sont multiples pour les personnes et les communautés qui restent ou qui ont quitté ces territoires. In fine, ils visent tous la restauration de la qualité de la vie quotidienne, de façon à retrouver un état de bien-être, même si le retour à la situation antérieure à l'accident n'est plus possible. La qualité de la vie englobe, le logement, la nourriture, l'accès au soin, l'activité professionnelle et les conditions de travail, l'école, les déplacements, les loisirs, les relations sociales, etc. Dix ans après l'accident, malgré une décontamination déjà bien avancée, les stigmates de la région de Fukushima se lisent encore notamment dans les difficultés pour le retour des personnes évacuées et celles également éprouvées par les personnes qui ont choisi de ne pas rentrer. La contamination radiologique reste une question mais elle n'est plus centrale pour la plupart des personnes concernées. Des préoccupations persistent néanmoins pour la santé des enfants et vis-à-vis des générations futures.

Malgré une altération de la confiance, les experts en radioprotection peuvent jouer un rôle crucial pour aider la population à surmonter ses difficultés. Dans le cas de l'accident de

Fukushima, de nombreux experts, locaux, nationaux ou internationaux, se sont engagés auprès des collectivités locales ou des communautés. Plusieurs municipalités ont été amenées à prendre des initiatives et les liens qui préexistaient entre elles et l'université ont été mis à profit dans le nouveau contexte. Des experts ont aussi proposé leurs services à titre individuel, parfois avec le soutien de leur organisme d'appartenance. Tous n'étaient pas des spécialistes de la radioprotection mais, en tant que scientifiques, ils étaient à même d'aider les profanes à comprendre les phénomènes liés à la radioactivité. Les réseaux sociaux ont largement contribué aux échanges. Le dialogue direct avec des communautés a aussi eu lieu sur place avec l'organisation de rencontres ou de réunions « tatami » (l'expert se place au milieu des gens, écoute leurs questions et s'efforce d'y répondre), voire d'une assistance technique. Sur le plan international, il est possible de noter, entre autres, l'initiative de la CIPR qui a soutenu un dialogue structuré avec des habitants dans la préfecture de Fukushima.

Ces expériences ont été utiles mais souvent ponctuelles, non-coordonnées et inégales. Les autorités nationales les ont largement ignorées durant plusieurs années. Les conditions de la réussite résident dans l'adoption par l'expert d'une posture qui ne lui est pas familière a priori. Il importe qu'il s'engage personnellement sur le long-terme (venir et revenir). Plutôt que de se poser en sachant délivrant son savoir, il doit être à l'écoute des gens, se focaliser sur leurs préoccupations et leurs attentes afin de contribuer à y répondre. Son discours doit s'aligner sur l'état des connaissances scientifiques tout en restant humble face aux incertitudes et aux limites de la science. L'expert doit adapter son expertise aux spécificités locales tout en restant équitable.

Pour être efficace, l'expert doit se placer en soutien des initiatives locales de la part des communautés ou des groupes de citoyens. Comme la restauration de la qualité de vie dépasse le champ de la radioprotection, il importe de promouvoir une approche globale associant des experts de différentes disciplines. Le dialogue avec les autorités, locales et nationales, doit aussi être de qualité, afin notamment d'éviter les décisions conflictuelles et les discriminations. L'expert n'a pas réponse à tout. Faire preuve d'humilité et d'empathie est indispensable, de même qu'accepter des compromis. Pour regagner la confiance des gens, l'expert doit aussi leur faire confiance.

Apporter un soutien aux populations vivant dans un territoire contaminé ne va pas de soi sur le plan éthique. Cette attitude peut être perçue comme une manœuvre pour banaliser l'accident nucléaire et ses conséquences. Il est important de prendre ce type de considération en compte pour éviter de faire plus de mal que de bien. Il convient tout d'abord de reconnaître que la situation n'aurait pas dû se produire, que la radioactivité disséminée était non désirée et n'est pas légitime, et que le processus de reconstruction prendra du temps. L'expert se doit de fournir une information claire et honnête, en distinguant les éléments qui sont établis scientifiquement de ceux qui restent incertains. Il ne doit pas chercher à manipuler ou à influencer. A cet égard, la pluralité des sources d'information est bienvenue, même si toutes ne se valent pas. Il est aussi primordial de respecter les décisions et l'autonomie de chacun. L'expert doit accompagner tous ceux qui font des choix qu'ils estiment raisonnables en fonction de leur situation, sans laisser personne se débrouiller seul. Enfin, il doit adopter une attitude responsable et respecter ses engagements.

Les expériences à la suite de l'accident nucléaire de Fukushima, après celui de Tchernobyl, ont permis d'étayer le concept de co-expertise. Celui-ci désigne un processus de coopération dans lequel les experts travaillent avec la population plutôt que pour elle. Pour ce faire, un dialogue doit être établi dans lequel chaque partie apporte et partage ses connaissances, son savoir-faire et son expérience. Une des premières étapes du processus consiste à « rendre visible l'invisible ». La radioactivité est invisible, inodore et sans saveur, le seul moyen de la rendre visible est de la mesurer. Les experts ont les moyens de le faire mais ils peuvent aussi encourager les personnes affectées à effectuer eux-mêmes des mesures de l'environnement,

des individus et des produits (notamment alimentaires) et à en partager les résultats. Cette étape leur permet de recouvrer une certaine autonomie et de prendre des décisions mieux informées, visant à réduire les expositions aux rayonnements à un niveau aussi bas que raisonnablement possible (principe d'optimisation).

Outre la caractérisation de la situation radiologique et la compréhension des enjeux correspondants, le processus de co-expertise est utile pour établir un plan de surveillance radiologique en tenant compte des spécificités et des besoins en local et identifier les actions de protection possibles – y compris d'autoprotection – pour améliorer la situation au niveau individuel ou collectif. Ce processus est aussi un vecteur pour la promotion et la diffusion d'une culture pratique de radioprotection qui permettra aux personnes affectées de regagner leur autonomie, reprendre le contrôle de leur situation et restaurer leur dignité. C'est une des conditions de l'amélioration des conditions de vie.

Dans la région de Fukushima, plusieurs processus de co-expertise ont été développés, en particulier :

- l'initiative des habitants du village de Suetsugi avec le soutien de l'association « Ethos à Fukushima » et l'implication de l'université médicale de Fukushima ;
- l'initiative de la municipalité de Kawauchi avec le soutien de l'université de Nagasaki ;
- l'initiative conjointe de la ville de Tomioka et de l'université de Nagasaki après la levée de l'ordre d'évacuation ;
- l'initiative de la municipalité du village d'Iitate dans le contexte de la préparation de la levée de l'ordre d'évacuation, avec le soutien de l'université médicale de Fukushima ;
- l'implication des résidents du village de Miyakoji dans la mesure de leurs expositions individuelles avec le soutien de l'université médicale de Fukushima ;
- l'initiative des habitants du village de Yamakiya à la suite de la levée de l'ordre d'évacuation, avec le soutien de l'Institut national des sciences et technologies industrielles avancées (AIST).

Dix ans après l'accident, plusieurs questions restent néanmoins en suspens dans la relation entre les experts et la population. Au Japon, les expériences de co-expertise ont eu lieu mais elles restent ponctuelles et limitées. Un des enjeux est d'en partager les résultats et de multiplier ces expériences. Or, la dissémination des bonnes pratiques ne semble pas la priorité des communautés qui les ont développées. Une autre préoccupation est le maintien de la vigilance citoyenne sur le long-terme dans les territoires contaminés. Avec le temps et alors que la contamination diminue, la tentation est grande de tourner la page et d'en finir avec des pratiques qui rappellent constamment les stigmates endurés, alors que la qualité de la protection en dépend. Enfin, en cas de nouvel accident, dès lors qu'il sera demandé à des experts d'adopter une posture qui ne leur est pas familière en travaillant directement avec la population, comment mieux les préparer ? En France, des initiatives comme le CODIRPA ou la participation d'experts français à des actions sur le terrain au Japon (par exemple les Dialogues à Fukushima) vont dans le bon sens mais il n'est pas sûr que ce sera suffisant.

En conclusion, les experts en radioprotection ont indéniablement un rôle à jouer pour aider les populations affectées par un accident nucléaire à restaurer la qualité de leur vie quotidienne. Leur efficacité dépend néanmoins de plusieurs conditions en termes d'engagement, de responsabilité, de respect de valeurs éthiques et de posture vis-à-vis des individus et des communautés avec lesquels il leur faudra travailler ensemble. Les expériences menées au Japon, à la suite de celles autour de Tchernobyl, ont permis de dégager les grandes lignes du processus de co-expertise dont les principales étapes, en particulier la mesure de la radioactivité, aideront à promouvoir une culture pratique de radioprotection au sein de la population. Grâce à ce processus, les personnes et communautés affectées pourront prendre des décisions mieux informées, retrouver leur autonomie et restaurer la qualité de leur vie quotidienne.